

Prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 27/04/2026

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas introduire de limite de fréquence au recours à la prestation de changement de compteur, sans facturation de l'intervention ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 2 : Dans l'éventualité où une limite de fréquence sans facturation devait être introduite, êtes-vous favorable à la différenciation proposée par GRDF pour facturer l'intervention de changement de compteur, entre les hausses et les baisses de calibre ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 3 : Partagez-vous les réserves de la CRE relatives à la facturation de la prestation de changement de compteur, dès lors que GRDF n'a justifié l'absence de double couverture des charges liées à l'intervention pour mise en service du nouvel équipement ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 4 : Partagez-vous l'analyse et l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation de « Passage au pas horaire » ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à la pérennisation de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ », adressée aux clients du haut de portefeuille ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant la tarification de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations de « Collecte d'index auto-relevé » client et fournisseur ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 8 : Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles de collecte d'index auto-relevé pour les clients à relevé mensuel, équipés d'un compteur évolué non communicant, telles qu'envisagées par GRDF ?

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Pression disponible standard » ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Service de pression non standard » ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 11 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant la demande de GRDF de créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur au réseau de distribution de gaz ?

Favorable

Commentaire :

AMORCE est favorable à l'analyse de la CRE et donc défavorable à la demande de GRDF visant à créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur.

AMORCE partage l'analyse de la CRE selon laquelle une tarification ciblant spécifiquement les réseaux de chaleur introduit un risque important de traitement discriminatoire dans l'accès au réseau de distribution de gaz. Cette discrimination serait d'autant plus problématique qu'elle concernerait en pratique majoritairement des nouveaux réseaux de chaleur aujourd'hui en grande partie alimentés par une part élevée d'énergies renouvelables et de récupération. La création d'une catégorie spécifique reviendrait à cibler indirectement les infrastructures contribuant aux objectifs de décarbonation, ce qui apparaît difficilement justifiable au regard des principes de neutralité et d'égalité et au regard des objectifs climatiques de la France.

AMORCE conteste l'argument de GRDF selon lequel les réseaux de chaleur présenteraient un aléa sur les consommations de gaz plus élevé que celui des autres consommateurs. Au contraire, leurs consommations de gaz sont tout autant prévisibles, voire davantage que les autres typologies de consommateurs :

- Les trajectoires de décarbonation des réseaux de chaleur sont encadrées par des politiques publiques structurantes (notamment article 26 de la directive EED) et ce jusqu'à 2050 ;
- Les schémas directeurs des réseaux fournissent une visibilité pluriannuelle sur leur développement ;
- Les projets font l'objet d'engagements contractuels.

Comme préconisé en 2025, à la suite de ses travaux sur l'avenir des réseaux de distribution de gaz, AMORCE rejoint la CRE sur la nécessité de traiter ces enjeux tarifaires dans le cadre d'une réforme globale de l'arrêté B/I et des indicateurs économiques du réseau de distribution. Cela permettrait de clarifier les critères d'analyse des recettes d'acheminement dans le taux de rentabilité d'une opération de raccordement et d'assurer un traitement homogène et non contestable par les utilisateurs, tout en maintenant les usages du réseau indispensables à long terme. Ces usages, parfois appelés "valeurs d'usage", concernent notamment le raccordement des installations de méthanisation, l'appoint-secours des réseaux de chaleur, les stations GNV ou encore certaines industries dépendantes du gaz pour leur processus (métallurgie, chimie...).

Dans cette perspective, AMORCE souligne l'importance d'être pleinement associée aux travaux à venir, tant sur l'évolution de l'arrêté B/I, que sur l'analyse complète des prix facturés par GRDF.

En conséquence, AMORCE :

- Soutient la position de la CRE défavorable à la proposition de GRDF ;
- Demande le respect du cadre juridique de fixation des redevances dans un service public industriel et commercial ;
- Demande la suppression de toute référence à une catégorie spécifique "réseaux de chaleur" dans le catalogue cible proposé.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant les autres demandes de modification de la prestation « Réalisation de raccordement » (b, c, d) ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant les modifications demandées par GRDF pour la prestation de « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à introduire la prestation « Service de comptage du biogaz autoconsommé pour l'hygiénisation » au catalogue des prestations à titre expérimental au 1er janvier 2027 ?

Ni favorable, ni défavorable